



Emploi, salaires, missions ; Tous dans l'action le Jeudi 24 janvier

Si la forte mobilisation du 20 novembre dernier a contraint Eric Woerth à rencontrer les organisations syndicales, la séance du 17 décembre n'a répondu à aucune des attentes exprimées par les salariés. Ainsi seules de puissantes mobilisations sont à même de faire échec à la politique de destruction du service public conduite par Sarkozy.

La Ferc-Cgt, avec l'ensemble des fédérations CGT de fonctionnaires, appelle ses syndiqués, les salariés de ses secteurs à faire ; Grève et à manifester le jeudi 24 janvier

POUR :

- L'arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique, le maintien du statut général de la fonction publique.
L'arrêt du recours à la précarité par une véritable politique pluriannuelle de l'emploi.
- L'ouverture de véritables négociations sur le rattrapage du pouvoir d'achat des actifs et des retraités,
La revalorisation du point d'indice et la reconstruction de la grille.
- Le maintien du rôle de l'Etat, garant de la cohérence nationale, tant en matière d'éducation, de formation, de recherche que de politique culturelle.

Salaire ; Alors que chacun d'entre nous constate une perte de son pouvoir d'achat (plus de 7% depuis janvier 2000 pour les fonctionnaires), le gouvernement se refuse à toute augmentation du point d'indice de la fonction publique. Fidèle au slogan du « travailler plus pour gagner plus », le gouvernement ne propose que la revalorisation des heures supplémentaires, la remise en cause des 35 heures, la transformation de mesures d'aide sociale en « pouvoir d'achat » repoussant à ... 2009, un débat sur l'évolution des rémunérations.

Emploi ; Engagée depuis plusieurs années, la casse de l'emploi public connaît une accélération sans précédent; 22 900 suppressions d'emplois dont 11 200 à la seule Education Nationale en 2008 ! S'attaquer à l'emploi, c'est aussi remettre en cause les statuts et les services des personnels, c'est favoriser le développement de la précarité en diminuant notamment le nombre de postes aux concours.

Service public ; Les inégalités d'accès aux services publics pour tous les usagers ne cessent de s'accroître. La mise en concurrence des établissements scolaires et universitaires, des associations, la subordination des formations et de la recherche aux logiques utilitaristes, le démantèlement des grands organismes publics de recherche, du service public de l'AFPA, des œuvres universitaires, l'intervention des entreprises privées dans les politiques publiques culturelles... auxquelles s'ajoutent des délégations de services publics, au nom de la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques, s'accélèrent.

**ENSEMBLE, EXIGEONS DES REFORMES DE
PROGRES SOCIAL QUI REPONDENT AUX
BESOINS DES USAGERS ET DES PERSONNELS.**

Montreuil le 16 janvier 2008